

Unité bidépartementale Eure Orne
1 avenue du Maréchal Foch
CS 50021
27000 Évreux

Rouen, le 03/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ASHLAND SPECIALTIES FRANCE

Zone Industrielle le Clos Pré
27460 Alizay

Références : UBDEO.ERA.25.11.374.EG
Code AIOT : 0005800375

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/11/2025 dans l'établissement ASHLAND SPECIALTIES FRANCE implanté ZONE INDUSTRIELLE DU CLOS PRE 27460 Alizay. L'inspection a été annoncée le 23/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 6 novembre 2025 s'inscrit dans le cadre de l'action nationale sur les pertes d'utilités.

Plusieurs évènements récents ont confirmé l'existence d'une problématique associée à la gestion de la perte d'électricité, ainsi qu'au défaut ou le manque de secours visant à pallier cette perte :

- à l'occasion d'évènements d'ampleurs, tels que tempêtes, lors desquels l'autonomie des dispositifs de secours n'ont pas permis de pallier la durée de coupure et ont conduit à des défaillances d'équipements de sécurité ;
- à l'occasion d'évènements particuliers de pertes électriques (défaillance), qui ont mis en

évidence des défauts de préparation ou de maintenance des dispositifs de secours.

L'objectif de cette action est de s'assurer qu'en cas de perte d'électricité, dont la cause pourrait être interne ou externe à l'établissement, l'exploitant dispose d'une autonomie suffisante pour mettre ou maintenir son site en sécurité et pour s'assurer que la perte d'électricité ne peut pas être à l'origine d'un scénario accidentel pendant toute la durée possible de la perte d'électricité.

Il convient également d'avoir identifié les autres utilités pouvant être perdues notamment par effet cascade, du fait de la perte d'électricité (moyens de communication, production de froid, eau, gaz).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ASHLAND SPECIALTIES FRANCE
- ZONE INDUSTRIELLE DU CLOS PRE 27460 Alizay
- Code AIOT : 0005800375
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société ASHLAND SPECIALTIES FRANCE fabrique du Carboxyméthylcellulose (CMC), gomme de cellulose entrant dans la composition de nombreux produits agroalimentaires, cosmétiques ou pharmaceutiques (atelier CMC).

Depuis 2012, l'implantation d'une unité (Aquaflow) permet la fabrication d'additifs pour peinture (à base de polyéthers).

Les installations du site ASHLAND SPECIALITIES FRANCE d'Alizay sont actuellement réglementées par l'arrêté préfectoral n°D1-B1-13-009 du 09 janvier 2013 autorisant l'exploitation de l'établissement.

Le site est classé SEVESO Seuil Bas compte-tenu des quantités de produits toxiques stockés sur le site (rubrique 4130-2) mais également du fait de la règle de cumul seuil bas (dangers pour la santé et pour l'environnement).

Par ailleurs, du fait de son activité principale (production de CMC), le site relève de la directive IED relative aux émissions industrielles : rubrique 3410b « fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques organiques, tels que hydrocarbures oxygénés ».

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Perte d'utilités
- Plans d'urgence
- Risque incendie
- Sécurité/sûreté

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Alimentation en énergie et utilités	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	associées (1)		
2	Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
3	Arrêts et mise en sécurité (3.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
4	Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
5	Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64	Sans objet
6	Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secourus) (4.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
7	Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7	Sans objet
8	Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52	Sans objet
9	Plan d'action (6)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection portant sur le thème des dispositions prises par l'exploitant en cas de perte de l'alimentation électrique n'appelle pas de remarque particulière au regard du référentiel de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 modifié. En effet, l'inspection constate que l'exploitant a pris des dispositions organisationnelles et techniques pour maintenir la sécurité des installations industrielles en cas de rupture d'utilité électrique. Quelques observations sont toutefois formulées pour mieux formaliser les pratiques de l'exploitant dans sa stratégie globale, et améliorer

l'autonomie des dispositifs de secours électrique au regard de l'objectif de 48 h vers lequel pense tendre le ministère.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Alimentation en énergie et utilités associées (1)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Alimentation en énergie
Prescription contrôlée : Arrêté du 04/10/2010 Art. 56 L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. [...]
Constats : Ce point de contrôle a pour vocation de comprendre globalement l'organisation de la distribution d'énergie sur le site. L'exploitant a présenté à l'inspection l'organisation de la distribution de l'électricité et du gaz sur le site via différents plans de situation, ainsi que les principaux consommateurs. Le site est alimenté : <ul style="list-style-type: none">- en électricité par une ligne ENEDIS 15 kV via le poste de livraison « Sablon » alimenté par le poste source « Manoir » (secouru par le poste d'« Igoville » par organe télécommandé). Une quinzaine de postes permettent ensuite de distribuer l'électricité sur le site. L'exploitant a déjà identifié dans ses historiques un basculement avec succès sur le poste de secours « Igoville » le 26/09/2022, usine en marche, pour des travaux demandés par Enedis ;- en gaz naturel (GRDF) via un poste de détente, avant distribution aux trois points de consommation dans l'usine (chaudière gaz pour le chauffage du bâtiment central, chaufferie côté procédé, et séchoir à gaz au niveau de l'atelier de production) ;- et en eau brute via deux puits de forage (redondants) situés sur site en vue de l'alimentation du process, de la cuve de 790 m³ pour la protection incendie (Sprinkler et RIA) et des bornes pompier. Une coupure électrique aura pour conséquence de déclencher une alarme sonore et visuelle en salle de contrôle, ainsi qu'une remontée d'alarmes lors de la mise en sécurité du site et du basculement des vannes.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Sans suite.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie en cas de perte d'utilité électrique
Prescription contrôlée : Arrêté du 04/10/2010 Art. 56 L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. [...]
Constats : La stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité est la mise en repli immédiate des installations et unités process du site (mise en sécurité automatisée), hormis la cuve AMCA et l'automate chaudière afin de maintenir une boucle de battage/recirculation pour éviter que le produit ne fige à une certaine température (et d'avoir à déboucher le matériel in fine). L'exploitant a choisi de secourir cette cuve en cas de coupure électrique au regard du risque toxique du produit contenu dans cette dernière et pour éviter toute manipulation éventuelle par le personnel (& risque associé). Si le produit venait éventuellement à figer, l'exploitant perdra uniquement du temps au redémarrage des installations le temps de réchauffer le produit (il n'y a pas de risque d'expansion pouvant entraîner un risque de sécurité). La perte de gaz naturel n'entraînera pas de risque particulier (arrêt des chaudières, pertes matière). Il n'y a pas non plus d'effets cascades sur les autres utilités secondaires du site. L'exploitant dispose d'un contact ENEDIS via une ligne directe (et inversement, ENEDIS possède un N° d'astreinte ASHLAND). Il est également prévenu directement par ENEDIS en cas de coupure en amont.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Sans suite.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Arrêts et mise en sécurité (3.a)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité
Prescription contrôlée : Arrêté du 04/10/2010 Art. 56 [...] L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.

<p>Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a profité de la présente visite pour formaliser l'ensemble de sa stratégie en cas de rupture d'utilité électrique dans une procédure globale spécifique (révision 0 du 14/10/2025), les informations étant auparavant morcelées dans plusieurs documents disponibles aux différents postes. Les installations industrielles sont mises en repli en mode de sécurité selon une séquence automatisée (définies par les analyses de sécurité des procédés).</p> <p>Les équipements critiques doivent être secourus électriquement, ainsi que les onduleurs qui permettent de garder la visibilité et le contrôles sur les installations depuis les systèmes de supervision centralisée. Le listing des équipements secourus et ondulés pour chacun des postes/unités (notamment la supervision et le contrôle de commande, l'instrumentation/organes de surveillance, automates process et de sécurité, centrale détection gaz, centrale détection incendie, local sprinkler, local déluge pour canons du parc alcool, portes automatiques) sont répertoriés dans un fichier spécifique (mis à jour le 6 octobre 2025) présenté à l'inspection le jour de la visite.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sans suite.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 04/10/2010 Art. 59 « Consignes d'exploitation et de sécurité.</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné.</p> <p>L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :</p> <p>-les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du</p>

présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;

- les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;
- l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.

L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques.

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;
- l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. »

Constats :

En cas de coupure électrique principale 15 kV, deux documents (consultés le jour de la visite) sont mis à disposition des équipes de production :

- un logigramme à destination des électriciens postés en équipe de production, servant de fiche réflexe pour diagnostiquer l'origine de la coupure électrique (édition 7 du 5/01/2018) ;
- une liste de vérifications à destination des chefs d'équipe (ou de l'opérateur rondier) pour permettre le redémarrage des unités/installations de production et d'utilités secondaires (vapeur, eau froide, azote) selon un ordre chronologique pré-identifié après une coupure générale d'électricité (édition 15 du 27/11/2023).

L'exploitant met aussi en avant la formation des électriciens postés (labellisation suivie et tracée) et l'absence de turn-over des équipes de production.

Des rondes de surveillance des utilités sont aussi assurées par les équipes de production postées sur chacun des 3 quarts journalier dans le cadre de leur routine de travail. Ces rondes sont formalisées dans un document consulté le jour de la visite (version du 10/10/2023). L'inspection relève que certaines fiches consultées par sondage, notamment celles du 16/10/2025 et du

30/10/2025, ne sont pas renseignées pour l'ensemble des quarts journalier. **L'exploitant veillera à resensibiliser les équipes de production sur une meilleure formalisation des rondes des utilités pour l'ensemble des quarts journalier.**

Les procédures de mise en sécurité des installations sont testées en temps réel lors des 2-3 coupures électriques principales « subies » recensées par an sur le site, dues dans 80 % des cas à une défaillance de capteurs (incendie par exemple).

L'inspection a vérifié par sondage auprès des opérateurs présents en salle de contrôle le jour de la visite que les procédures (logigramme/liste de vérifications) en cas de perte d'utilité électrique étaient connues du personnel.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sans suite

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64

Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité

Prescription contrôlée :

Arrêté du 04/10/2010

Art. 64 « Equipements à l'arrêt.

En cas d'arrêt d'équipements (notamment réservoirs, cuves, rétentions, tuyauteries), l'exploitant prend toutes les dispositions permettant de garantir la mise en sécurité des équipements et la prévention des accidents pour la phase intermédiaire d'arrêt (inertage des équipements ...) Dans le cas contraire, les mesures de maîtrises de risques ou barrières de sécurité nécessaires sont maintenues en place et en état de fonctionnement.

Si l'arrêt n'est pas définitif, l'exploitant prend également toutes les dispositions nécessaires au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de l'arrêt. La remise en service d'un tel équipement est subordonnée au respect de ces conditions pendant toute la durée de l'arrêt et aux contrôles préalables identifiés par l'exploitant.

L'exploitant identifie dans une liste les équipements en phase d'arrêt au sein d'installation, ainsi que leur statut (arrêt temporaire, arrêt définitif, mis en sécurité).

Les consignes d'exploitation et de sécurité prévues à l'article 59 contiennent les dispositions, contrôles et vérifications à mettre en place concernant ces équipements. »

Constats :

L'exploitant a pris des dispositions pour mettre en sécurité son exploitation et maintenir les dispositifs de surveillance avant la reprise des consommations par le groupe électrogène de secours.

La détection (gaz, incendie) et les instruments de mesure de certains paramètres liés au

<p>fonctionnement de l'activité du site sont connectés aux centrales, automates (process, sécurité) ou au système de contrôle commande. La consommation électrique de ces dispositifs bénéficie des capacités des batteries ou des onduleurs présents, avant reprise des consommations par le groupe électrogène.</p> <p>La surveillance du process et des alarmes en cas de perte d'utilité électrique est assurée en permanence par au moins un opérateur en salle de contrôle. Des rondes de surveillance sont également maintenues lorsque les installations sont à l'arrêt (comme celles assurées en marche normale par les équipes de production sur chacun des 3 quarts journalier). L'exploitant veillera à mieux formaliser la surveillance des installations et des autres équipements concourant à la sécurité du site (process/alarmes), ainsi que les autres mesures organisationnelles mises en place (rondes physiques du personnel à une fréquence adaptée, mesure du niveau de la cuve de fioul à une fréquence plus répétée) dans sa procédure relative à sa stratégie en cas de rupture d'utilité électrique.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sans suite</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secours) (4.a)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 04/10/2010 Art. 56 « Utilités.</p> <p>L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.</p> <p>L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.</p> <p>Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Un groupe électrogène (400 V - 800 kVa), installé dans un local technique dédié, permet de reprendre la totalité de la puissance électrique du site en cas de rupture d'alimentation générale. Son démarrage est automatique (sur chute de tension) et la fourniture totale est disponible en quelques secondes pour maintenir certains équipements indispensables (cuve AMCA), ainsi que la surveillance process (automates/supervision/contrôle commande). Il secourt également les deux puits de forage (redondants) pour assurer la continuité de l'alimentation des procédés, de la cuve</p>

de 790 m³ pour la protection incendie (Sprinkler et RIA) et des bornes pompier.

L'exploitant dispose également d'une installation préparée dans le local pour effectuer facilement le branchement d'un groupe électrogène de secours, en cas de panne ou de maintenance de sa génératrice.

La supervision et le contrôle de commande de production (+ automates) sont également secourus électriquement par quatre onduleurs (dont 3 principaux installés dans les postes électriques et 1 au labo), en vue de garder la visibilité et le contrôle sur les installations.

L'exploitant a présenté un plan du site à l'inspection situant le groupe électrogène, ainsi que les différents postes électriques (15 au total) répartis sur le site.

L'examen visuel du groupe électrogène le jour de la visite fait état d'une suspicion de fuite sur la pompe d'injection, provoquant un léger dépôt d'huile au niveau d'une des batteries de démarrage. L'exploitant déclare avoir fait un devis en vue de corriger ce défaut avant la fin d'année. L'inspection constate que les batteries du groupe électrogène ont été changées en mars 2024

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sans suite.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7

Thème(s) : Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique

Prescription contrôlée :

Arrêté du 26/05/2014

Art. 7 « Lorsque les mesures de maîtrise des risques ne sont pas mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale, les réseaux d'utilités les alimentant, lorsqu'ils sont nécessaires à leur fonctionnement, sont fiabilisés ou indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la perte simultanée de plusieurs de ces mesures de maîtrise des risques agissant sur un même scénario accidentel. »

Constats :

Le point de contrôle concerne l'autonomie dont disposerait l'exploitant pour faire face à une perte d'alimentation électrique.

L'autonomie des trois onduleurs principaux permettant la supervision et le contrôle de commande de production est de 30 minutes. Les centrales (détection/incendie) fonctionnent également sur réseau ondulé (de même autonomie). Ces onduleurs sont secourus électriquement par le groupe électrogène.

Une cuve de stockage de fioul, d'une capacité de 7500 litres, permet d'assurer une autonomie de fonctionnement jusqu'à 30 h du groupe électrogène (si la cuve est complètement remplie). Le réapprovisionnement en fioul est déclenché si le seuil bas de 5000 litres (permettant de garantir une autonomie de fonctionnement de 20 h) est atteint (soit à un peu plus de 65 % de son volume). Il n'y a pas aujourd'hui de réapprovisionnement possible les week-ends et jours fériés par le prestataire, mais l'exploitant dit réfléchir à un contrat pour être alimenté 7j/7. La cuve peut

<p>aussi être réapprovisionnée lorsque le groupe électrogène est en fonctionnement, comme il est doté d'une cuve tampon intermédiaire. L'inspection invite l'exploitant à réfléchir à une priorisation des équipements devant être secourus en cas de perte d'utilité électrique, ou à étudier toute autre solution technique et/ou organisationnelle (en augmentant le volume de la cuve d'alimentation du groupe électrogène par exemple), en vue de pouvoir garantir la pérennité de la mise en sécurité du site (surveillance process, y compris de la surveillance et des dispositifs de secours) en cas de coupure électrique pendant une durée de 48 heures.</p> <p>L'exploitant déclare par ailleurs vouloir tester la capacité du groupe électrogène lors du prochain arrêt annuel en mars 2026 (fonctionnement sur 4 à 5 jours), en vue de connaître sa réserve et marge disponible au cas où il aurait besoin de secourir d'autres équipements supplémentaires. L'inspection approuve cette démarche.</p> <p>Le jour de la visite, l'inspection a constaté que le niveau de la cuve du groupe électrogène était remplie à 7000 litres (pour une capacité de 7500 litres, soit environ 93 % de son volume). Un indicateur visuel est également apposé sur l'échelle limnimétrique en vue de déclencher le réapprovisionnement de la cuve dès le seuil de 5000 litres atteint.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sans suite.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Maintenance et test</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 04/10/2010 Art. 52 « Maîtrise des procédés.</p> <p>Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'études de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, l'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sécurité de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans ces plages de fonctionnement.</p> <p>Pour ces mêmes installations, les paramètres importants pour la maîtrise de ces phénomènes sont associés à une alarme ou une sécurité opérationnelle lorsqu'ils sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement définies. Le déclenchement de l'alarme ou la sécurité opérationnelle entraîne si nécessaire la réalisation de mesures correctives appropriées, et le cas échéant la mise en sécurité de l'installation, notamment si la cinétique le justifie.</p> <p>Les systèmes de sécurité concernés sont éprouvés, conçus et construits de façon à être fiables, adaptés aux conditions de service prévues et à prendre en compte, s'il y a lieu, les exigences en matière de maintenance et d'essais des dispositifs. »</p>
<p>Constats :</p>

<p>Dans le cadre du plan de maintenance préventive, des essais hebdomadaires en charge sont effectués par le personnel de maintenance du site, afin de vérifier le bon démarrage, le couplage et le bon maintien en tension du groupe électrogène (usine en marche). Des contrôles (dont les niveaux d'eau du radiateur, niveau d'huile et niveau de la cuve à fioul) sont également réalisés avant démarrage du groupe. Ces essais sont tracés sur des fiches de suivi, bientôt informatisées.</p> <p>L'exploitant veillera à détailler ces contrôles hebdomadaires du groupe électrogène dans sa procédure relative à sa stratégie en cas de rupture d'utilité électrique.</p> <p>L'inspection a consulté la fiche du dernier contrôle hebdomadaire réalisé le 4 novembre 2025.</p> <p>L'exploitant dispose par ailleurs d'un contrat d'entretien avec la société la société LEPETIT, (concessionnaire en France, qui gère également les pièces de rechange), afin d'assurer la maintenance annuelle du groupe électrogène. Ce contrat inclut notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une visite mécanique et une visite électrique par an ; • Une analyse d'huile ; • Une astreinte 24h/24h pour dépannage. <p>L'inspection constate lors de la visite que 4 batteries (sur les 8 présentes) ont été remplacées en mars 2024.</p> <p>Les onduleurs font également l'objet de maintenance annuelle préventive par un organisme compétent, lors de laquelle les batteries sont également testées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sans suite.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Plan d'action (6)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en conformité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 04/10/2010 Art 56 « Utilités. [...] Pour les installations, pour lesquelles le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1er septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité à ces dispositions sont réalisés avant le 1er janvier 2026 »</p>
<p>Constats :</p> <p>Les installations du site étant déjà conformes vis-à-vis des dispositions de l'article 56 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, l'exploitant n'a pas identifié de travaux nécessaires.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sans suite.</p>

